



Communiqué

## **Non à la décision honteuse du gouvernement Macron de suspendre sa contribution à l'UNRWA !**

Le 28 janvier, le ministère des Affaires étrangères du gouvernement français a annoncé qu'il suspend tout versement de la France à l'Office de secours des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA).

Le 26 janvier, le commissaire général de l'UNRWA avait indiqué avoir été saisi par Israël « *sur l'implication présumée de plusieurs employés de l'UNRWA* » dans l'attaque du 7 octobre. Douze employés de l'UNRWA, sur les 13 000 qui travaillent à Gaza (dont 151 tués dans les bombardements), seraient « *suspectés* » par Israël d'être « *impliqués* » dans les attaques du 7 octobre.

Immédiatement, l'administration américaine a annoncé la punition collective de l'organisme, « *suspendant* » sa contribution financière à l'UNRWA\*. Elle a été suivie par les gouvernements d'Allemagne, du Canada, du Royaume-Uni, d'Italie, d'Australie, de Finlande, des Pays-Bas et de France.

Rappelons que « *l'UNRWA est née en 1949 dans la foulée du nettoyage ethnique massif de la population palestinienne, connue sous le nom de Nakba (...). À l'époque, 700 000 personnes avaient été déplacées – soit la moitié de la population de la Palestine historique* » (le quotidien belge *Le Soir*, 28 janvier).

Depuis 1949, l'UNRWA fournit aide alimentaire, dispensaires médicaux de base et écoles à 5,9 millions de Palestiniens entassés dans cinquante-huit camps de réfugiés à Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en Syrie.

Dans la bande de Gaza, 80 % des 2,5 millions d'habitants sont des réfugiés de 1948 et leurs descendants. Plus de deux millions de survivants de quatre mois de massacres israéliens commencent à mourir de la faim et des épidémies. L'arrêt du financement de l'UNRWA par les grandes puissances impérialistes sera-t-il le coup de grâce porté au peuple palestinien bombardé, affamé et enfermé dans le ghetto de Gaza ?

Le Parti des travailleurs condamne la décision honteuse du gouvernement Macron.

Il appelle toutes les organisations ouvrières et démocratiques en France à exiger du gouvernement Macron qu'il rétablisse immédiatement son financement à l'UNRWA et qu'il rompe toute relation diplomatique, économique, politique et militaire avec Israël.

Montreuil, le 29 janvier 2024

---

\* Les États-Unis versent en moyenne 350 millions de dollars par an à l'UNRWA. Soit environ un dixième de leur aide financière et militaire annuelle à l'État d'Israël, d'un montant de 3,5 milliards de dollars, auxquels Biden veut ajouter 14 milliards supplémentaires cette année.